

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

F. 86 — 270

COUR D'ARBITRAGE

Arrêt

Numéro de rôle : 8

En cause : le recours de l'Exécutif flamand, introduit par requêtes des 27 août 1982 et 20 septembre 1982 auprès de la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat, tendant à faire constater que le Conseil et l'Exécutif de la Communauté française ont outrepassé leur compétence territoriale, respectivement en adoptant et en ratifiant le décret du 29 juillet 1982 « relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements », dans la mesure où le décret est simplement d'application aux « personnes (...) employant ou occupant (...) des travailleurs d'expression française ».

La Cour d'arbitrage,
composée de :

Messieurs les présidents E. Gutt et J. Delva,
Madame et Messieurs les Juges : I. Petry, W. Calewaert, J. Sarot,
F. Debaedts, L. De Grève, J. Wathélet, K. Blanckaert, D.
André, L.P. Suetens et M. Melchior,
Monsieur le greffier L. Potoms,
l'audience étant présidée par M. J. Delva,
a prononcé l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande*

Par requête du 27 août 1982, envoyée sous pli recommandé à la poste le même jour à la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat, l'Exécutif flamand demande « de décider ... par arrêt de règlement que le Conseil et l'Exécutif de la Communauté française, en adoptant et en ratifiant le décret du 29 juillet 1982 « relatif à ... » ont outrepassé leur compétence territoriale dans la mesure où ce décret est simplement d'application aux « personnes (...) employant ou occupant (...) des travailleurs d'expression française ».

Par requête du 20 septembre 1982, envoyée sous pli recommandé à la poste le même jour à la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat, l'Exécutif flamand réintroduit cette demande notamment en rectifiant la date du décret entrepris.

Conformément à l'article 110, alinéa 1er, de la loi du 28 juin 1983 portant l'organisation, la compétence et le fonctionnement de la Cour d'arbitrage, cette affaire a été renvoyé à la Cour d'arbitrage.

II. *La procédure*

Le président en exercice a désigné les membres du siège par ordonnance du 13 décembre 1984, conformément aux articles 46, § 1er, 48 et 49 de la loi organique du 28 juin 1983.

L'avis prescrit par l'article 58 de la loi organique du 28 juin 1983 a été publié au *Moniteur belge* du 28 mars 1985.

Les notifications prescrites par les articles 59, § 2, et 113 de la loi organique du 28 juin 1983 ont été faites par pli recommandé à la poste le 25 mars 1985. Il en a été accusé réception en date des 27 et 28 mars 1985.

L'Exécutif de la Communauté française a introduit un mémoire le 24 avril 1985.

L'Exécutif de la Région wallonne a introduit un mémoire le 26 avril 1985.

Le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu a été prorogé par la Cour jusqu'au 30 septembre 1985 par ordonnance du 28 mars 1985 et jusqu'au 31 mars 1986 par ordonnance du 25 septembre 1985.

Par ordonnance du 2 juillet 1985, la Cour a déclaré l'affaire en état, a invité les parties à s'expliquer quant à la saisine de la Cour et a fixé l'audience au 26 septembre 1985.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties par pli recommandé à la poste le 12 juillet 1985. Les parties en ont accusé réception en date des 15 et 16 juillet 1985.

Les avocats des parties ont été avisés de la date de l'audience le 12 juillet 1985. Ils en ont accusé réception le 15 juillet 1985.

L'Exécutif flamand a déposé au greffe de la Cour des conclusions le 10 juillet 1985.

L'Exécutif de la Région wallonne a déposé au greffe des conclusions le 14 août 1985.

Par ordonnance du 20 septembre 1985, le président en exercice a soumis l'affaire à la Cour réunie en séance plénière.

L'audience du 26 septembre 1985 a été remise sine die.

Par ordonnance du 30 octobre 1985 la Cour a fixé le jour de l'audience au 20 novembre 1985.

Les parties et leurs avocats ont été avisés le 30 octobre 1985 de la date de l'audience par pli recommandé à la poste. Ils en ont accusé réception les 31 octobre, 4 et 7 novembre 1985.

A l'audience publique du 20 novembre 1985 :

— ont comparu : Me P. Van Orshoven, avocat du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif flamand, rue Joseph II 30, 1040 Bruxelles et Me P. Legros, avocat du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif de la Communauté française, avenue des Arts 19 ad, 1040 Bruxelles;

— la Cour a remis la cause au 27 novembre 1985 à la demande de Me P. Legros;

A l'audience publique du 27 novembre 1985 :

— ont comparu : Me P. Van Orshoven, pour l'Exécutif flamand, Me S. Moureaux, avocat du barreau de Bruxelles et Me P. Legros, avocat du barreau de Bruxelles, pour l'Exécutif de la Communauté française, et Me V. Thiry, avocat du barreau de Liège, pour l'Exécutif de la Région wallonne, boulevard de l'Empereur 11, 1000 Bruxelles;

— les juges-rapporteurs, M. F. Debaedts et Mme I. Petry, ont fait rapport;

— les avocats précités des parties ont été entendus;

— la Cour a pris l'affaire en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux dispositions des articles 52 et suivants de la loi organique du 28 juin 1983, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour d'arbitrage.

III. *En droit**Objet du décret*

1. Le décret entrepris a été adopté par le Conseil de la Communauté française le 29 juin 1982. Il a été sanctionné et promulgué le 30 juin 1982 et publié au *Moniteur belge* le 27 août 1982.

2. Le décret se donne pour objet, selon son intitulé, « la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements ».

L'article 1er du décret définit le champ d'application du décret.

Il s'applique aux personnes physiques et morales :

— ayant leur siège social ou un siège d'exploitation dans la région de langue française ou qui y sont domiciliés;

— ou employant ou occupant du personnel dans la région de langue française ou des travailleurs d'expression française.

Cette dernière qualité est présumée dans un certain nombre d'hypothèses mentionnées in fine de l'article 1er.

Aux termes de l'article 2 du décret, la langue à utiliser pour les relations sociales entre employeurs et travailleurs ainsi que pour les actes et documents des entreprises prescrits par la loi et les règlements est le français, sans préjudice de l'usage complémentaire de la langue choisie par les parties. Cet article dispose ensuite que l'usage de la langue française ne peut en aucun cas entacher la validité des actes et documents, et que toute clause tendant à restreindre l'usage de la langue française est nulle.

L'article 3 du décret dispose que les actes et documents qui ne satisfont pas au prescrit de l'article 2 sont nuls. La nullité en est constatée d'office par le juge. La levée de la nullité ne sortit ses effets qu'au moment où une version des actes et documents conforme au prescrit de l'article 2 est mise à la disposition des parties.

En ce qui concerne la recevabilité

3. L'Exécutif flamand a introduit auprès de la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat deux requêtes ayant le même objet.

La première requête a été envoyée sous pli recommandé à la poste le 27 août 1982, la deuxième le 20 septembre 1982.

La deuxième requête contient une correction de la date du décret attaqué et a été introduite, aux dires de la partie requérante, pour le cas où la première requête serait considérée comme ayant été introduite prématurément. En conséquence, la première requête est considérée comme superflue.

Dans le dispositif de la deuxième requête, la date de promulgation est erronément renseignée comme étant le 29 juillet 1982. Il ressort indubitablement de la requête que c'est bien le décret du 30 juin 1982 « relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements » qui est visé.

Lorsqu'il ne peut y avoir de doute quant à l'objet réel d'une requête, une mention inexacte de la date de la norme dans ladite requête ne peut entraîner l'irrecevabilité du recours. La Cour considère qu'il s'agit d'une erreur matérielle qu'elle doit rectifier d'office.

En ce qui concerne l'objet du recours

4. Dans l'ordonnance de mise en état du 2 juillet 1985, la Cour a invité les parties « à s'expliquer quant à la saisine de la Cour au regard notamment de l'article 17 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat tel qu'il était en vigueur lors de l'introduction de la requête, de l'article 110 et de l'article 1er de la loi organique du 28 juin 1983 ».

4. A. 1. Dans ses conclusions, l'Exécutif flamand répond que, en l'absence de dispositions contraires, il y a lieu d'appliquer les principes de droit transitoire. D'après ces principes, notamment celui de l'effet immédiat des règles de compétence, la Cour devrait, en ce qui concerne sa compétence, se prévaloir des dispositions de la loi organique du 28 juin 1983.

Par conséquent, la demande introduite par l'Exécutif flamand auprès de la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat devrait maintenant être considérée comme un recours tendant à l'annulation partielle de ce décret pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions, au sens de l'article 1er, § 1, de la loi organique du 28 juin 1983.

4. A. 2. Dans ses conclusions, l'Exécutif de la Région wallonne fait valoir que, étant donné que la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat ne pouvait connaître que des conflits de compétence nés d'un excès de compétence, il y a lieu de vérifier, lors de l'examen de la recevabilité du recours introduit devant ladite section, si le décret du 30 juin 1982 viole les règles répartitrices de compétence établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci.

Selon l'Exécutif de la Région wallonne, la demande initiale, qui a été renvoyée à la Cour d'arbitrage en vertu de l'article 110 de la loi organique du 28 juin 1983, est convertie en un recours en annulation devant ladite Cour, en l'espèce un recours en annulation partielle.

Dans le cadre du contentieux de l'annulation, la Cour d'arbitrage ne peut annuler une loi ou un décret que pour cause d'excès de compétence, de sorte que, le décret entrepris n'étant pas entaché d'excès de compétence, la Cour d'arbitrage doit déclarer le recours non recevable et non fondé.

4. B. La requête introduite le 20 septembre 1982 par l'Exécutif flamand tend à faire constater par le Conseil d'Etat que le législateur communautaire français a excédé les limites de sa compétence territoriale en adoptant le décret du 30 juin 1982, dans la mesure où le décret est simplement d'application aux « personnes (...) employant ou occupant (...) des travailleurs d'expression française ».

Cette requête était introduite sur base des articles 17 et 37 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tels qu'ils avaient été modifiés par la loi du 9 août 1980.

L'article 110 de la loi organique du 28 juin 1983 dispose que « les affaires relatives à des conflits entre loi et décret ou entre décrets entre eux pendantes (...) devant la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi sont renvoyées à la Cour d'arbitrage ».

En application de cette disposition légale, la Cour a donc été saisie de la requête introduite auprès de la section des conflits de compétence du Conseil d'Etat par le Président de l'Exécutif flamand, sans qu'il ait été nécessaire d'introduire une nouvelle requête ou une requête ampliative.

Selon la compétence attribuée à la Cour, celle-ci peut être saisie de deux manières : soit par le Conseil des Ministres ou un Exécutif de Communauté ou de Région — elle dispose alors d'une compétence d'annulation (article 1er de la loi organique du 28 juin 1983) —, soit par une juridiction — elle statue alors à titre préjudiciel (article 15 de la loi organique du 28 juin 1983) —.

Dans la présente affaire, la Cour est amenée à se prononcer sur une requête signée par le Président de l'Exécutif flamand. Elle doit donc statuer sur base de l'article 1er, § 1er, de la loi organique du 28 juin 1983 et dispose donc d'un pouvoir d'annulation.

Sur le moyen

5. A. 1. L'Exécutif flamand invoque le moyen suivant : « Le décret du 30 juin 1982 du Conseil de la Communauté française... ne s'applique pas seulement aux personnes qui sont établies ou qui ont leur siège social ou un siège d'exploitation dans la région de langue française ou qui occupent du personnel dans la région de langue française, mais également à toutes celles qui occupent du personnel de langue française tout court, plus particulièrement sans qu'un lien avec la région de langue française soit requis pour cette dernière possibilité d'application. De ce fait, le décret du 30 juin 1982 s'applique à tous les employeurs, où qu'ils soient établis ou où qu'ils aient un siège d'exploitation, chaque fois qu'ils occupent du personnel de langue française, où que ce soit, donc également dans les régions de langue néerlandaise et de langue allemande et dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, ainsi que dans les communes de la frontière linguistique et de la périphérie.

De ce champ d'application territorial très étendu — qui est devenu un champ d'application personnel — du décret du 30 juin 1982, il y a lieu de conclure que le Conseil de la Communauté française a excédé la compétence que lui a attribuée l'article 59bis, § 4, deuxième alinéa, de la Constitution et que le décret est entaché de cet excès de compétence. »

5. A. 2. L'Exécutif de la Communauté française soutient que le terme « avoir force de loi dans » ne peut être compris au sens littéral. La Constitution ne confère pas de territoire aux Communautés.

L'attribution de compétences décentralisées dans une région linguistique déterminée n'a de signification que dans la mesure où une région linguistique est une région où résident des personnes parlant la même langue. Les Communautés sont compétentes pour un ensemble de personnes parlant une langue déterminée et non pour un territoire déterminé.

Par ailleurs, l'Exécutif fait observer que la Cour de cassation et la majeure partie de la doctrine optent, contrairement au Conseil d'Etat, en faveur d'un système ouvert de répartition des compétences. Il est vrai que les décrets doivent avoir un lien avec le territoire qui constitue une région linguistique, mais différents facteurs de rattachement sont possibles. Les communautés disposent d'une large compétence discrétionnaire en vue de déterminer ces facteurs de rattachement. Lorsque les différentes autorités décentralisées ne se servent pas des mêmes facteurs de rattachement, cela peut donner lieu à des conflits sans qu'il ne soit question d'excès de compétence. Cette conception s'est trouvée confirmée dans la loi organique du 28 juin 1983 (article 15, § 1er, b) et dans les travaux préparatoires de cette loi.

Etant donné que les conflits, qui résultent de l'utilisation de différents facteurs de rattachement, ne présentent pas d'excès de compétence, la Cour d'arbitrage n'est, selon le mémoire, pas compétente pour statuer en l'espèce dans le cadre d'un recours en annulation.

Une norme ne peut être annulée que si elle est frappée d'excès de compétence, ce qui n'est pas le cas.

L'appartenance à une communauté linguistique déterminée constitue un élément essentiel dans la définition du concept « communauté ». Ce n'est que lorsqu'il y a présomption que les habitants d'une région linguistique déterminée parlent la langue qui y domine, qu'une communauté se voit attribuer des compétences pour cette région linguistique.

Les compétences attribuées par l'article 59bis de la Constitution portent sur des caractéristiques personnelles, et se fondent plus particulièrement sur l'appartenance à une communauté culturelle et linguistique déterminée. La langue parlée par une personne constitue un élément déterminant en vue de savoir qui est compétent envers elle.

Le critère de la territorialité n'est qu'un critère complémentaire permettant de désigner les sujets de droit d'une communauté.

En droit international privé, les règles relevant du statut personnel ne peuvent être opposées aux lois de police et de sûreté. Toutefois, cela ne signifie pas que les règles relevant du statut personnel seraient frappées d'un excès de compétence,

On peut appliquer un raisonnement analogue aux conflits interlocaux. Il est vrai que la Cour d'arbitrage devra élaborer des règles, en vue de trouver une solution au conflit dans de telles situations; cependant, ceci est impossible dans le cadre d'une demande en annulation. Du reste, il n'y a pas d'excès de compétence, parce que le critère « occupation de travailleurs d'expression française » correspond absolument à l'attribution de compétence en vertu de la Constitution.

L'Exécutif de la Communauté française conclut que la Cour d'arbitrage est incompétente pour statuer dans cette affaire, dans le cadre d'un recours en annulation.

5. A. 3. Dans son mémoire, l'Exécutif régional wallon fait siennes les observations et conclusions du mémoire introduit par l'Exécutif de la Communauté française.

5. B. 1. Le décret entrepris a pour objet de régler l'emploi des langues dans les relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que pour les actes et documents des entreprises prescrits par la loi et les règlements.

L'article 59bis, § 3, 3^o, de la Constitution est le fondement de la compétence matérielle du législateur décentralisé à cet égard.

L'article 59bis, § 4, deuxième alinéa, de la Constitution dispose que : « les décrets pris en application du § 3 ont force de loi respectivement dans la région de langue française et dans la région de langue néerlandaise, excepté en ce qui concerne :

— les communes ou groupes de communes contigus à une autre région linguistique et où la loi prescrit ou permet l'emploi d'une autre langue que celle de la région dans laquelle ils sont situés;

— ... ».

Ces dispositions constitutionnelles ont déterminé une répartition exclusive de compétence territoriale. Un tel système suppose que l'objet de toute norme adoptée par un législateur communautaire puisse être localisée dans le territoire de sa compétence de sorte que toute relation et toute situation concrètes soient réglées par un seul législateur.

Dans le respect des dispositions constitutionnelles, les Conseils de communauté peuvent déterminer le critère ou les critères en application desquels l'objet des normes qu'ils adoptent est localisé, selon eux, dans leur aire de compétence. Les critères choisis sont, toutefois, soumis au contrôle de la Cour, laquelle a pour mission de veiller à ce que les Conseils n'excèdent ni leur compétence matérielle ni leur compétence territoriale.

Ce contrôle de constitutionnalité s'opère d'abord par rapport aux dispositions qui attribuent la compétence matérielle et qui contiennent les éléments sur la base desquels la validité de ces critères peut s'apprécier; la perception de l'objet, de la nature et éventuellement du but de la compétence matérielle attribuée est nécessaire pour apprécier exactement la localisation, dans l'aire de compétence fixée par la Constitution, de l'objet de la norme édictée.

Appliqué à l'objet du décret entrepris, cela implique que les dispositions du § 3, 3^o, et du § 4, deuxième alinéa de l'article 59bis de la Constitution, inséparablement liés, servent de base au contrôle de la constitutionnalité des critères de localisation établis par le décret.

Pour répondre au prescrit constitutionnel, les critères choisis doivent permettre, et de situer le lieu où les relations sociales entre l'employeur et son personnel se déroulent principalement, et de fixer ce lieu exclusivement dans l'aire de compétence du législateur décentralisé.

5. B. 2. Le critère « employant ou occupant des travailleurs d'expression française », dont l'annulation est demandée, ne localise d'aucune façon les relations sociales entre les employeurs et leur personnel et les actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements, visés à l'article 59bis, § 3, 3^o, de la Constitution.

Le critère envisagé ne résiste dès lors pas au contrôle de constitutionnalité.

Par ces motifs

La Cour,

dit recevable

le recours introduit le 20 septembre 1982 par l'Exécutif flamand concernant le décret de la Communauté française du 30 juin 1982 « relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements »;

dit pour droit :

ledit recours est un recours en annulation, en vertu des articles 110 et 1er de la loi organique du 28 juin 1983;

annule

à l'article 1er du décret de la Communauté française du 30 juin 1982 les mots « ou des travailleurs d'expression française ».

Ainsi prononcé en langue néerlandaise, en langue française et en langue allemande, conformément à l'article 55 de la loi organique du 28 juin 1983, à l'audience publique du 30 janvier 1986.

Le greffier,
Lucien Potoms,

Le président,
Jan Delva,

ARBITRAGEHOF

Arrest

N. 86 — 270

Rolnummer : 8

In zake : het beroep van de Vlaamse Executieve, ingesteld bij verzoekschriften van 27 augustus 1982 en 20 september 1982, bij de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State, er toe strekkende te doen vaststellen dat de Raad en de Executieve van de Franse Gemeenschap hun territoriale bevoegdheid zijn te buiten gegaan, respectievelijk bij het aannemen en het bekrachtigen van het decreet van 29 juli 1982 « relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière des relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements » (« inzake de bescherming van de vrijheid van het taalgebruik van de Franse taal in de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel, alsook van akten en documenten van ondernemingen opgelegd door de wet en de reglementen »), in de mate dat het decreet zonder meer van toepassing is op « personen (...) die werkers die zich in het Frans uitdrukken, in dienst hebben of gebruiken ».

Het Arbitragehof,
samengesteld uit :

de heren voorzitters E. Gutt en J. Delva,
Mevrouw en de heren Rechteren I. Petry, W. Calawaert,
J. Sarot, F. Debaedts, L. De Grève, J. Wathelot, K. Blanckaert,
D. André, L.P. Suetens en M. Melchior,
de heer griffier L. Potoms;
zitting houdende onder voorzitterschap van de heer J. Delva,
heeft het volgende arrest gewezen :

I. Onderwerp van de vordering

Bij verzoekschrift van 27 augustus 1982, dezelfde dag bij ter post aangetekende brief aan de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State verzonden, vraagt de Vlaamse Executieve « bij regelingsarrest te zeggen dat de Raad en de Executieve van de Franse Gemeenschap respectievelijk bij het aannemen en het bekrachtigen van het decreet van 29 juli 1982 « relatif à ... » hun territoriale bevoegdheid zijn te buiten gegaan in de mate dit decreet zonder meer van toepassing is op « les personnes (...) employant ou occupant (...) des travailleurs d'expression française ».

Bij verzoekschrift van 20 september 1982, dezelfde dag bij ter post aangekochende brief aan de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State verzonden, stelt de Vlaamse Executieve die vordering oprulauw in. Hierbij werd onder meer de datum van het bestreden decreet verbeterd.

vereenkomstig artikel 110, eerste lid, van de wet van 28 juni 1983 houdende de inrichting, de bevoegdheid en de werking van het Arbitragehof word deze zaak naar het Arbitragehof verwezen.

II. Rechtspleging

Bij beschikking van 13 december 1984 werd door de voorzitter in functie de zetel van het Hof samengesteld overeenkomstig de artikelen 46, § 1, 48 en 49 van de organieke wet van 28 juni 1983.

Het bericht voorgeschreven bij artikel 58 van de organieke wet van 28 juni 1983 werd bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 maart 1985.

De kennisgevingen voorgeschreven bij de artikelen 59, § 2, en 113 van de organieke wet van 28 juni 1983 werden bij ter post aangekochende brief gedaan op 25 maart 1985. De ontvangstmeldingen zijn gedateerd op 27 en 28 maart 1985.

De Executieve van de Franse Gemeenschap heeft een memorie ingediend op 24 april 1985.

De Executieve van het Waalse Gewest heeft een memorie ingediend op 26 april 1985.

De termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen werd door het Hof verlengd tot 30 september 1985 bij beschikking van 28 maart 1985, en tot 31 maart 1986, bij beschikking van 25 september 1985.

Bij beschikking van 2 juli 1985 heeft het Hof beslist dat de zaak in staat van wijzen is, heeft het de partijen verzocht hun standpunt bekend te maken met betrekking tot de saisine van het Hof en heeft het de rechtsdag vastgesteld op 20 september 1985.

Van deze beschikking werd aan de partijen kennis gegeven bij ter post aangekochende brief van 12 juli 1985. De ontvangstmeldingen zijn gedateerd op 15 en 16 juli 1985.

De advocaten van de partijen werden van de datum van de rechtsdag in kennis gesteld op 12 juli 1985. De ontvangstmeldingen zijn gedateerd op 15 juli 1985.

De Vlaamse Executieve heeft ter griffie van het Hof een conclusie neergelegd op 10 juli 1985.

De Executieve van het Waalse Gewest heeft ter griffie van het Hof een conclusie neergelegd op 14 augustus 1985.

Bij beschikking van 20 september 1985 heeft de voorzitter in functie de zaak voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

De terechtzitting van 20 september 1985 werd sine die verdaagd. Bij beschikking van 30 oktober 1985 heeft het Hof de dag van de terechtzitting bepaald op 20 november 1985.

De partijen en hun advocaten werden bij ter post aangekochende brief van 30 oktober 1985 van de rechtsdag in kennis gesteld. De ontvangstmeldingen zijn gedateerd op 31 oktober, 4 en 7 november 1985.

Ter openbare terechtzitting van 20 november 1985 :

— zijn verschenen : Mr. P. Van Orshoven, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Vlaamse Executieve, Jozef II-straat 30, 1040 Brussel, en Mr. P. Legros, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Executieve van de Franse Gemeenschap, Kunstlaan 19 ad, 1040 Brussel;

— heeft het Hof de zaak uitgesteld tot 27 november 1985 op verzoek van Mr. P. Legros;

Ter openbare terechtzitting van 27 november 1985 :

— zijn verschenen : Mr. P. Van Orshoven voor de Vlaamse Executieve, Mr. S. Moureaux, advocaat bij de balie te Brussel, en Mr. P. Legros voor de Executieve van de Franse Gemeenschap en Mr. V. Thiry, advocaat bij de balie te Luik, voor de Executieve van het Waalse Gewest, Keizerlaan 11, 1000 Brussel;

— hebben de rechtvaardigheidsverzoekers, de heer F. Debaedts en mevrouw I. Potry, verslag uitgebracht;

— werden voornoemde advocaten van partijen gehoord;

— heeft het Hof de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging werd gevoerd overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 52 en volgende, betreffende het gebruik van de talen voor het Arbitragehof, van de organieke wet van 28 juni 1983.

III. In rechte

Onderwerp van het decreet

1. Het bestreden decreet werd door de Franse Gemeenschapsraad op 20 juni 1982 goedgekeurd. Het werd op 30 juni 1982 bekrachtigd en afgekondigd en op 27 augustus 1982 in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

2. Het decreet beoogt luidens het opschrift ervan de bescherming van de vrijheid van het taalgebruik en van het gebruik van de Franse taal in de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel, alsmede in akten en bescheiden van de ondernemingen opgelegd door de wet en de verordeningen.

Artikel 1 van het decreet bepaalt het toepassingsgebied van het decreet. Het is toepasselijk op natuurlijke personen of op rechtspersonen :

— die hun maatschappelijke zetel of een exploitatiezetel hebben in het Franse taalgebied of die er gedomicilieerd zijn;

— of die personeel in het Franse taalgebied of Franstalige werknemers tewerkstellen of in dienst hebben.

Artikel 1, in fine, somt een aantal vermoedens van franstalig-zijn op.

Luidens artikel 2 van het decreet is het Frans de te gebruiken taal in de sociale betrekkingen tussen werkgevers en werknemers en voor de akten en documenten voorgeschreven door de wet en de verordeningen, onverminderd het bijkomende gebruik van een andere door de partijen gekozen taal. Het artikel bepaalt verder dat het gebruik van de Franse taal in geen geval de geldigheid van de akten en documenten kan aantasten en dat elke clause die het gebruik van de Franse taal beoogt te beperken, dodelijk is.

Artikel 3 van het decreet bepaalt dat de akten en documenten die niet voldoen aan het voorschrift van artikel 2 nietig zijn. De rechter dient deze nietigheid ambtshalve vast te stellen. De opheffing van de nietigheid heeft slechts uitwerking vanaf de dag dat akten en documenten die voldoen aan het voorschrift van artikel 2 aan de partijen ter beschikking zijn gesteld.

Wat de ontvankelijkheid betreft

3. De Vlaamse Executieve diende bij de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State twee verzoekschriften in met hetzelfde onderwerp.

Het eerste verzoekschrift werd ter post aangekochend verzonden op 27 augustus 1982, het tweede op 20 september 1982.

Het tweede verzoekschrift bevat een rechtzetting van de datum van het bestreden decreet en is, luidens de motivering van de verzoekende partij, ingediend om een eventuele voorbarigheid van het eerste verzoekschrift recht te zetten. Het eerste verzoekschrift wordt bijgevolg als overbodig beschouwd.

In het dispositief van het tweede verzoekschrift is de afkondiging verkeerdelijk op 29 juli 1982 gedateerd. Uit het verzoekschrift blijkt zonder twijfel dat wel degelijk het decreet van 30 juni 1982 « relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements » is bedoeld.

Wanneer er geen twijfel kan bestaan over het werkelijke onderwerp van een verzoekschrift, kan een onjuiste vermelding daarin van de datum van de bestreden norm niet de ontvankelijkheid van de vordering tot gevolg hebben. Het Hof is van oordeel dat het gaat om een verschrijving die ambtshalve dient te worden rechtgezet.

Wat het onderwerp van het beroep betreft

4. In de beschikking van instaatstelling van 2 juli 1985 heeft het Hof de partijen verzocht hun standpunt bekend te maken met betrekking tot « de saisine van het Hof, inzonderheid ten aanzien van artikel 17 van de gecoördineerde wetten van de Raad van State zoals het van kracht was op het ogenblik van de indiening der verzoekschriften, van artikel 110 en artikel 1 van de wet van 28 juni 1983 ».

4.1. Als antwoord laat de Vlaamse Executieve in haar conclusie gelden dat, bij ontstentenis van een andersluidende regeling, de beginselen van het overgangsrecht dienen te worden toegepast. Volgens die beginselen, inzonderheid dat van de onmiddellijke uitwerking van bevoegdheidsregels, zou het Hof, wat zijn bevoegdheid betreft, zich moeten beroepen op de bepalingen van de organieke wet van 28 juni 1983.

Bijgevolg zou de vordering die de Vlaamse Executieve bij de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State heeft ingesteld, thans moeten worden beschouwd als een beroep tot gedeeltelijke vernietiging van dat decreet wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten, in de zin van artikel 1, § 1, van de organieke wet van 28 juni 1983.

4.2. In haar conclusie laat de Executieve van het Waalse Gewest gelden dat, gezien de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State enkel kon kennis nemen van bevoegdheidsconflicten ontstaan door een overschrijding van bevoegdheid, bij het onderzoek naar de ontvankelijkheid van het beroep bij voornoemde afdeling dient te worden nagegaan of het decreet van 30 juni 1982 de bevoegdheidsverdelende regels schendt die door of krachtens de Grondwet zijn bepaald.

Voor het Hof, waarnaar de zaak krachtens artikel 110 van de organieke wet van 28 juni 1983 werd verwezen, wordt de oorspronkelijke vordering volgens de Executieve van het Waalse Gewest omgezet in een vordering tot vernietiging, ter zake een gedeeltelijke vernietiging.

In het kader van het vernietigingscontroleux kan het Hof een wet of decreet enkel vernietigen wegens bevoegdheidsoverschrijding, zodat, nu het bestreden decreet niet is aangetast door bevoegdheidsoverschrijding, het Hof het beroep onontvankelijk en ongegrond dient te verklaren.

4.B. Het op 20 september 1982 door de Vlaamse Executieve ingediende verzoekschrift beoogt door de Raad van State te laten vaststellen dat de Franse Gemeenschapswetgever zijn territoriale bevoegdheid overschreden heeft door het aannemen van het decreet van 30 juni 1982, in de mate dat het decreet zonder meer van toepassing is op « personen (...) die werkers die zich in het Frans uitdrukken in dienst hebben of gebruiken ».

Dat verzoekschrift werd ingediend op grond van de artikelen 17 en 37 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980.

Artikel 110 van de organieke wet van 28 juni 1983 bepaalt dat « de zaken betreffende conflicten tussen wet en decreet of tussen decreten onderling, die bij de inwerkingtreding van deze wet aanhangig zijn (...) bij de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State (...) naar het Arbitragehof (worden) verwezen ».

Het voor de afdeling bevoegdheidsconflicten van de Raad van State ingestelde beroep is dus bij het Hof aanhangig gemaakt met toepassing van die wetsbepaling, zonder dat een nieuw of een aanvullend verzoekschrift moest worden ingediend.

Blijkens de aan het Hof toegekende bevoegdheid kan een zaak op twee manieren bij het Hof worden aangebracht: hetzij door de Ministerraad of door een Gemeenschaps- of Gewestexecutieve — het Hof beschikt dan over vernietigingsbevoegdheid (artikel 1 van de organieke wet van 28 juni 1983), hetzij door een rechtscollège — het Hof doet dan uitspraak bij wijze van prejudiciële beslissing (artikel 15 van de organieke wet van 28 juni 1983).

In de onderhavige zaak moet het Hof uitspraak doen over een verzoekschrift ondertekend door de Voorzitter van de Vlaamse Executieve. Het Hof moet dus uitspraak doen op grond van artikel 1, § 1, van de organieke wet van 28 juni 1983 en beschikt over een bevoegdheid tot vernietiging.

Over het middel

5.A.1. De Vlaamse Executieve voert het volgende middel aan: « Het decreet van 30 juni 1982 van de Franse Gemeenschapsraad... is niet enkel van toepassing op de personen die gevestigd zijn of die hun maatschappelijke of een exploitatiezetel hebben in het Franse taalgebied of die personeel in het Franse taalgebied tewerkstellen doch tevens op al diegenen die franstalig personeel tewerkstellen zonder meer, meer bepaald zonder dat voor deze laatste toepassingsmogelijkheid een band met het Franse taalgebied wordt vereist. Daardoor is het decreet van 30 juni 1982 van toepassing op alle werkgevers, om het even waar zij gevestigd zijn of waar zij een exploitatiezetel hebben, telkens wanneer zij franstalig personeel tewerkstellen, om het even waar, dus ook in het Nederlandse en het Duitse taalgebied en het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad alsmede de taalgrens- en randgemeenten.

Uit dit zeer uitgebreide territoriale toepassingsgebied — dat een personeel toepassingsgebied is geworden — van het decreet van 30 juni 1982 moet worden besloten dat de Franse Gemeenschapsraad zijn door artikel 59bis, § 4, tweede lid, van de Grondwet toegemeten bevoegdheid heeft geschonden, en dat het decreet door deze bevoegdheidsoverschrijding is aangetast ».

5.A.2. De Executieve van de Franse Gemeenschap betoogt in haar memorie dat de term « kracht van wet hebben in » niet letterlijk mag worden opgevat. De Grondwet kent aan de Gemeenschappen geen grondgebied toe. De toekenning van decretale bevoegdheden voor een bepaald taalgebied heeft alleen betekenis voor zover een taalgebied een gebied is waarin mensen wonen die dezelfde taal spreken. De Gemeenschappen zijn bevoegd voor een geheel van personen die een bepaalde taal spreken en niet voor een bepaald grondgebied.

Verder wijst de Executieve erop dat het Hof van cassatie en de meerderheid van de rechtsleer, in tegenstelling tot de Raad van State, opteren voor een open systeem van bevoegdheidsverdeling. De decreten moeten weliswaar een band hebben met het grondgebied dat een taalgebied vormt, maar er zijn verschillende aanknopingsfactoren mogelijk. De Gemeenschappen hebben een ruime discretionaire bevoegdheid om deze aanknopingsfactoren te bepalen. Wanneer de verschillende decreetgevers niet dezelfde aanknopingsfactoren gebruiken, kunnen er conflicten ontstaan zonder dat er sprake is van bevoegdheidsoverschrijding. Deze opvatting werd bevestigd in de organieke wet van 28 juni 1983 (artikel 15, § 1, b) en in de parlementaire voorbereiding van deze wet.

Daar conflicten die voortkomen uit het gebruik van verschillende aanknopingsfactoren, geen bevoegdheidsoverschrijding aan het licht brengen, is volgens de memorie, het Hof onbevoegd om in het kader van een annulatieberoep hierover uitspraak te doen. Een norm kan enkel worden vernietigd als zij is aangetast door bevoegdheidsoverschrijding, wat hier niet het geval is.

Het behoren tot een bepaalde taalgemeenschap is een essentieel element bij de definitie van het begrip « gemeenschap ». Het is slechts omdat er een vermoeden bestaat dat de inwoners van een bepaald taalgebied de daar overheersende taal spreken dat een gemeenschap bevoegdheid heeft verkregen voor dat taalgebied.

De door artikel 59bis van de Grondwet toegewezen bevoegdheden hebben betrekking op persoonlijke eigenschappen, en zijn meer bepaald gegrond op het toebehoren tot een bepaalde cultuur- en taalgemeenschap. De door een bepaalde persoon gesproken taal is determinerend voor het beantwoorden van de vraag wie jegens hem bevoegd is. Het territoriale criterium is slechts een bijkomend criterium om de rechtsonderhorigheden van een Gemeenschap aan te duiden.

In het internationaal privaatrecht kunnen de regels die behoren tot het persoonlijk statuut niet worden tegengeworpen aan wetten van politie en veiligheid. Dit betekent echter niet dat de regels die behoren tot het persoonlijk statuut aangetast zouden zijn door bevoegdheidsoverschrijding.

Een analoge redenering kan worden gevolgd voor de interloccule conflicten. Weliswaar zal het Hof conflictrégels dienen uit te bouwen om in zulke situaties een oplossing aan het conflict te geven, doch dit kan niet in het kader van een vordering tot vernietiging. Er is immers geen bevoegdheidsoverschrijding, omdat het criterium « tewerkstelling van werknemers die Franstalig zijn » geheel in de lijn ligt van de grondwettelijke bevoegdheidstoewijzing.

De Executieve van de Franse Gemeenschap besluit dat het Hof onbevoegd is om in het kader van een annulatieberoep uitspraak te doen over deze zaak.

5.A.3. De Executieve van het Waalse Gewest sluit zich in haar memorie aan bij de opmerkingen en conclusies vervat in de memorie die door de Executieve van de Franse Gemeenschap werd ingediend.

5.B.1. Het bestreden decreet heeft tot onderwerp de regeling van het gebruik der talen voor de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel, alsmede de door de wet en de verordeningen voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen.

Artikel 59bis, § 3, 3^o, van de Grondwet is de grondslag van de materiële bevoegdheid van de decretale wetgever ter zake.

Artikel 59bis, § 4, tweede lid, van de Grondwet bepaalt: « de decreten genomen bij toepassing van § 3, hebben kracht van wet, respectievelijk in het Nederlands taalgebied en in het Frans taalgebied, uitgezonderd wat betreft:

— de gemeenten of groepen van gemeenten palend aan een ander taalgebied en waar de wet het gebruik van een andere taal dan die van het gebied waarin zij gelegen zijn, voorschrijft of toelaut;

— ... ».

Deze grondwetsbepalingen hebben een exclusieve territoriale bevoegdheidsverdeling tot stand gebracht. Een zodanig stelsel veronderstelt dat het onderwerp van iedere regeling welke een gemeenschapswetgever uitvaardigt moet kunnen worden gelokaliseerd binnen het gebied waarvoor hij bevoegd is, zodat iedere concrete verhouding en situatie slechts door één enkele wetgever wordt geregeld.

Met inachtneming van de grondwettelijke bepalingen, kunnen de gemeenschapsraden het criterium of de criteria bepalen met toepassing waarvan het onderwerp van de door hen uitgevaardigde regeling, naar hun inzicht, gelokaliseerd is binnen hun bevoegdheidsgebied. De gekozen criteria zijn evenwel onderworpen aan de controle van het Hof, dat tot opdracht heeft erover te waken dat de gemeenschapsraden noch hun materiële, noch hun territoriale bevoegdheid overschrijden.

Deze grondwettigheidstoetsing dient in de eerste plaats te gebeuren vanuit de bepalingen die de materiële bevoegdheid toewijzen en die de elementen bevatten op grond waarvan de geldigheid van die criteria kan worden beoordeeld; een inzicht in het onderwerp, de aard en eventueel het doel van de toegewezen materiële bevoegdheid is vereist om een gepast oordeel te vormen over de lokalisatie van het onderwerp van een met aanwending ervan uitgevaardigde regeling binnen het door de Grondwet toegewezen territoriale bevoegdheidsgebied.

Toegepast op het door het bestreden decreet geregelde onderwerp, houdt zulks in dat de bepalingen van § 3, 3^o, en van § 4, tweede lid, van artikel 59bis van de Grondwet onlosmakelijk met elkaar verbonden zijn bij de beoordeling van de grondwettigheid der lokaliteitscriteria die het decreet vaststelt.

Om aan het voorschrift van de Grondwet te beantwoorden moeten die criteria bij machte zijn zowel de plaats te situeren waar de sociale betrekkingen tussen de werkgever en zijn personeel hoofdzakelijk tot stand komen als die plaats uitsluitend binnen het territoriale bevoegdheidsgebied van de decreetgever te brengen.

5.B.2. Het door het bestreden decreet vastgestelde criterium « employant ou occupant des travailleurs d'expression française », waarvan de vernietiging wordt gevorderd, lokaliseert in geen enkel opzicht de bij artikel 59bis, § 3, 2^o, van de Grondwet bedoelde sociale betrekkingen tussen werkgevers en hun personeel en de wettelijk voorgeschreven akten en bescheiden van de ondernemingen. Dit criterium kan dan ook de grondwettigheidstoetsing niet doorstaan.

Om die redenen,

Het Hof,

verklaart ontvankelijk

het op 20 september 1982 door de Vlaamse Executieve ingestelde beroep betreffende het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1982 « relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations

sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements » (« inzake de bescherming van de vrijheid van het taalgebruik van de Franse taal in de sociale betrekkingen tussen de werkgevers en hun personeel, alsook van akten en documenten van ondernemingen opgelegd door de wet en de reglementen »);

zegt voor recht :

het voormelde beroep is een beroep tot vernietiging krachtens de artikelen 110 en 1 van de organieke wet van 28 juni 1983;

vernietigt

in artikel 1 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1982 de woorden « ou des travailleurs d'expression française » (« of werkers die zich in het Frans uitdrukken »).

Aldus uitgesproken in het Nederlands, het Frans en het Duits, overeenkomstig artikel 55 van de organieke wet van 28 juni 1983, op de openbare terechtzitting van 30 januari 1986.

De griffier,
Lucien Potoms.

De voorzitter
Jan Delva.

SCHIEDSGERICHTSHOF

D. 86 — 270

Urtell

Geschäftsvorzeichnisnummer : 8

In *Sachen*: Antrag der Flämischen Exekutive, mit den Klageschriften vom 27. August 1982 und 20. September 1982 bei der Abteilung für Kompetenzkonflikte des Staatsrates eingereicht, damit dieser feststellt, dass der Rat und die Exekutive der Französischen Gemeinschaft beim Annehmen beziehungsweise beim Bekräftigen des Dekrets vom 29. Juli 1982 « relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière des relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements » (« zum Schutz der Freiheit des Sprachgebrauchs und der Verwendung der französischen Sprache im Arbeitsverhältnis zwischen den Arbeitgebern und deren Personal sowie in den durch die Gesetze und Verordnungen auferlegten Akten und Dokumenten der Unternehmen ») ihre territoriale Zuständigkeit insofern überschritten haben, als dieses Dekret ohne weiteres auf « Personen (...), die Arbeitnehmer, die sich in französischer Sprache ausdrücken, in Dienst haben oder beschäftigen », Anwendung findet.

Der Schiedsgerichtshof,
zusammengesetzt aus :

den Herren Vorsitzenden E. Gutt und J. Delva,
der Frau und den Herren Richtern I. Petry, W. Calewaert, J. Sarot, F. Debaedts, L. De Grève, J. Wathelot, K. Blanckaert, D. André, L.P. Suetens und M. Melchior,
dem Herrn Kanzler L. Potoms,
tagend unter dem Vorsitz von Herrn J. Delva,
hat folgendes Urteil verkündet :

I. Gegenstand der antrags

Mit einer Klageschrift vom 27. August 1982, die am selben Tag der Abteilung für Kompetenzkonflikte des Staatsrates als Einschreiben zugesandt wurde, beantragt die Flämische Exekutive, « in einem Schlichtungsurteil zu erklären, dass der Rat und die Exekutive der Französischen Gemeinschaft beim Annehmen beziehungsweise beim Bekräftigen des Dekrets vom 29. Juli 1982 « relatif à ... » ihre territoriale Zuständigkeit insofern überschritten haben, als dieses Dekret ohne weiteres auf « les personnes (...) employant ou occupant (...) des travailleurs d'expression française » Anwendung findet ».

Mit einer Klageschrift vom 20. September 1982, die am selben Tag der Abteilung für Kompetenzkonflikte des Staatsrates als Einschreiben zugesandt wurde, reicht die Flämische Exekutive den Antrag erneut ein. Dabei wurde unter anderem das Datum des angefochtenen Dekrets berichtigt.

Gemäss Artikel 110, Absatz 1, des Gesetzes vom 28. Juni 1983 über die Organisation, die Zuständigkeit und die Arbeitsweise des Schiedsgerichtshofes wurde die Sache an den Schiedsgerichtshof verwiesen.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 13. Dezember 1984 wurde der Sitz des Hofes vom amtierenden Vorsitzenden gemäss den Artikeln 46 § 1, 48 und 49 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 zusammengesetzt.

Der durch Artikel 58 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgeschriebene Bericht wurde am 28. März 1985 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

Die durch Artikel 59 § 2 und 113 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 vorgeschriebenen Benachrichtigungen erfolgten als Einschreiben am 25. März 1985. Die Empfangsbescheinigungen sind vom 27. und 28. März 1985 datiert.

Am 24. April 1985 hat die Exekutive der Französischen Gemeinschaft einen Schriftsatz eingereicht.

Am 26. April 1985 hat die Exekutive der Wallonischen Region einen Schriftsatz eingereicht.

Hof Durch Anordnung vom 28. März 1985 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 30. September 1985 verlängert. Durch Anordnung vom 25. September 1985 hat der Hof diese Frist bis zum 31. März 1986 verlängert.

Durch Anordnung vom 2. Juli 1985 hat der Hof die Sache für spruchreif erklärt, die Parteien gebeten, ihre Standpunkte bezüglich der Anrufung des Hofes bekanntzugeben, und die Sitzung auf den 26. September 1985 anberaunt.

Diese Anordnung wurde den Parteien mit Einschreiben vom 12. Juli 1985 zugestellt. Die Empfangsbescheinigungen sind vom 15. und 16. Juli 1985 datiert.

Die Anwälte der Parteien wurden am 12. Juli 1985 über diese Terminfestsetzung informiert. Die Empfangsbescheinigungen sind vom 15. Juli 1985 datiert.

Die Flämische Exekutive hat am 10. Juli 1985 bei der Kanzlei des Hofes Anträge gestellt.

Die Exekutive der Wallonischen Region hat am 14. August 1985 bei der Kanzlei des Hofes Anträge gestellt.

Durch Anordnung vom 20. September 1985 hat der amtierende Vorsitzende dem in der Plenarsitzung tagenden Hof die Sache vorgelegt.

Die Sitzung vom 26. September 1985 wurde auf unbestimmte Zeit vertagt.

Durch Anordnung vom 30. Oktober 1985 hat der Hof die Sitzung auf den 20. November 1985 anberaunt.

Die Parteien und deren Anwälte wurden mit Einschreiben vom 30. Oktober 1985 über diese Terminfestsetzung informiert. Die Empfangsbescheinigungen sind vom 31. Oktober, 4. und 7. November 1985 datiert.

In der öffentlichen Sitzung vom 20. November 1985 :

— sind erschienen: Herr P. Van Orshoven, in Brüssel zugelassener Anwalt, als Vertreter der Flämischen Exekutive, Jozef II-straat 30, 1040 Brüssel und Herr P. Legros, in Brüssel zugelassener Anwalt, als Vertreter der Exekutive der Französischen Gemeinschaft, Kunstlaan 19 ad, 1040 Brüssel;

— hat der Hof die Sache auf Ersuchen von Herrn P. Legros auf den 27. November 1985 verschoben.

In der öffentlichen Sitzung vom 27. November 1985:

— sind erschienen: Herr P. Van Orshoven, als Vertreter der Flämischen Exekutive, Herr S. Moureaux, in Brüssel zugelassener Anwalt, und Herr P. Legros als Vertreter der Exekutive der Französischen Gemeinschaft und Herr V. Thiry, in Lüttich zugelassener Anwalt, als Vertreter der Exekutive der Wallonischen Region, Keizerlaan 11, 1000 Brüssel;

— haben die referierenden Richter, Herr F. Debaedts und Frau I. Petry, Bericht erstattet;

— wurden die obengenannten Anwälte der Parteien gehört;

— hat der Hof die Sache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäss den Bestimmungen der sich auf den Sprachgebrauch vor dem Schiedsgerichtshof beziehenden Artikel 52 und folgenden des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 geführt.

III. In rechtlicher beziehung

Gegenstand des Dekrets

1. Das angefochtene Dekret wurde am 29. Juni 1982 vom Rat der Französischen Gemeinschaft verabschiedet. Es wurde am 30. Juni 1982 bekräftigt und verkündet und am 27. August 1982 im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

2. Das Dekret bezweckt laut der Überschrift den Schutz der Freiheit des Sprachgebrauchs und der Verwendung der französischen Sprache im Arbeitsverhältnis zwischen den Arbeitgebern und deren Personal, sowie in den durch die Gesetze und Verordnungen auferlegten Akten und Schriftstücken der Unternehmen.

Artikel 1 des Dekrets bestimmt seinen Anwendungsbereich. Es findet Anwendung auf natürliche oder juristische Personen:

— die im französischen Sprachgebiet ihren Gesellschaftssitz oder einen Betriebssitz haben beziehungsweise dort wohnhaft sind, — oder Personal im französischen Sprachgebiet oder französischsprachige Arbeitnehmer beschäftigen oder in Dienst haben.

Am Ende von Artikel 1 werden einige Vermutungen der Französischsprachigkeit aufgeführt.

Laut Artikel 2 des Dekrets ist Französisch die im Arbeitsverhältnis zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern sowie in den durch die Gesetze und Verordnungen vorgeschriebenen Akten und Dokumenten zu verwendende Sprache, unbeschadet des zusätzlichen Gebrauchs einer weiteren, von den Parteien gewählten Sprache. Der Artikel bestimmt ferner, dass der Gebrauch der französischen Sprache auf keinen Fall die Gültigkeit der Akten und Dokumente beeinträchtigen kann und dass jede Klausel, die den Gebrauch der französischen Sprache einzuschränken bezweckt, nichtig ist.

Artikel 3 des Dekrets bestimmt, dass die Akten und Dokumente, welche der in Artikel 2 enthaltenen Vorschrift nicht genügen, nichtig sind. Der Richter hat diese Nichtigkeit von Amts wegen festzustellen. Die Aufhebung der Nichtigkeit ist erst von dem Tag an wirksam, an dem Akten und Dokumente, die der in Artikel 2 des Dekrets enthaltenen Vorschrift entsprechen, den Parteien zur Verfügung gestellt worden sind.

Bezüglich der Zulässigkeit

3. Die Flämische Exekutive hat bei der Abteilung für Kompetenzkonflikte des Staatsrates zwei Klageschriften mit demselben Gegenstand eingereicht.

Die erste Klageschrift wurde am 27. August 1982 als Einschreiben geschickt, die zweite am 20. September 1982.

Die zweite Klageschrift enthält eine Berichtigung des Datums des angefochtenen Dekrets und wurde laut der durch die antragstellende Partei geäußerten Begründung eingereicht, um eine eventuelle Voreiligkeit der ersten Klageschrift zu berichtigen. Die erste Klageschrift wird folglich als überflüssig betrachtet.

Im verfügbaren Teil der zweiten Klageschrift ist die Verkündung fälschlicherweise vom 29. Juli 1982 datiert. Aus der Klageschrift geht ohne Zweifel hervor, dass tatsächlich das Dekret vom 30. Juni 1982 « *relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements* » gemeint ist.

Wenn es über den wirklichen Gegenstand einer Klageschrift keinen Zweifel geben kann, so kann eine darin enthaltene unrichtige Angabe des Datums der angefochtenen Norm nicht die Unzulässigkeit der Klage zur Folge haben. Der Hof ist der Ansicht, dass es sich um eine Verschreibung handelt, die von Amts wegen zu berichtigen ist.

Bezüglich des Gegenstands der Klage

4. In der Anordnung zur Spruchreifeerklärung vom 2. Juli 1985 ersuchte der Hof die Parteien um Bekanntgabe ihrer Standpunkte bezüglich der « Anrufung des Hofes, insbesondere im Hinblick auf Artikel 17 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, so wie er zum Zeitpunkt der Einreichung der Klageschriften in Kraft war, sowie auf Artikel 110 und 1 des Gesetzes vom 28. Juni 1983 ».

4.A.1. Als Antwort macht die Flämische Exekutive in ihren Anträgen geltend, dass in Ermangelung einer anderslautenden Regelung die Grundsätze des Übergangsrechts anzuwenden seien.

Nach diesen Grundsätzen, insbesondere nach dem Grundsatz der sofortigen Wirkung der Zuständigkeitsregeln, müsse sich der Hof, was seine Zuständigkeit betrifft, auf die Bestimmungen des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 berufen.

Folglich sei die von der Flämischen Exekutive bei der Abteilung für Kompetenzkonflikte des Staatsrates eingereichte Klage jetzt als eine Klage auf teilweise Nichtigkeitsklärung dieses Dekrets auf Grund der Verletzung der durch oder kraft der Verfassung festgelegten Regeln zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen, im Sinne von Artikel 1 § 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 zu betrachten.

4.A.2. In ihren Anträgen macht die Exekutive der Wallonischen Region geltend, dass in Anbetracht dessen, dass die Abteilung für Kompetenzkonflikte des Staatsrates nur über aus einer Zuständigkeitsüberschreitung entstandene Kompetenzkonflikte habe befinden können, bei der Untersuchung der Zulässigkeit der bei der obengenannten Abteilung erhobenen Klage zu überprüfen sei, ob das Dekret vom 30. Juni 1982 die durch oder kraft der Verfassung festgelegten Zuständigkeitsverteilungsregeln verletze.

Vor dem Hof, an den die Sache kraft des Artikels 110 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 verwiesen wurde, werde die ursprüngliche Klage nach Ansicht der Exekutive der Wallonischen Region in eine Klage auf Nichtigkeitsklärung, im vorliegenden Fall auf teilweise Nichtigkeitsklärung umgesetzt.

Im Rahmen des Nichtigkeitsklärungsverfahrens könne der Hof ein Gesetz oder Dekret nur auf Grund einer Zuständigkeitsüberschreitung für nichtig erklären, so dass, da das angefochtene Dekret nicht von einer Zuständigkeitsüberschreitung betroffen sei, der Schiedsgerichtshof die Klage für unzulässig und unbegründet erklären müsse.

4.B. Die am 20. September 1982 von der Flämischen Exekutive eingereichte Klageschrift ist darauf gerichtet, vom Staatsrat feststellen zu lassen, dass der Dekretgeber der Französischen Gemeinschaft durch das Annehmen des Dekrets vom 30. Juni 1982 seine territoriale Zuständigkeit insofern überschritten habe, als dieses Dekret ohne weiteres auf « Personen (...) die französischsprachige Arbeitnehmer, die sich in französischer Sprache ausdrücken, in Dienst haben oder beschäftigen », Anwendung finde.

Eingereicht wurde diese Klageschrift auf Grund der Artikel 17 und 37 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat, in der durch das Gesetz vom 9. August 1980 abgeänderten Fassung.

Artikel 110 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 bestimmt, dass « Sachen, die sich auf Konflikte zwischen Gesetz und Dekret beziehungsweise zwischen Dekreten beziehen und (...) zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des vorliegenden Gesetzes vor der Abteilung für Kompetenzkonflikte des Staatsrates anhängig sind, (...) an den Schiedsgerichtshof verwiesen werden ».

Die bei der Abteilung für Kompetenzkonflikte des Staatsrates eingereichte Klage wurde somit gemäss dieser Gesetzesbestimmung beim Hof anhängig gemacht, wobei es nicht erforderlich war, eine neue oder ergänzende Klageschrift einzureichen.

Kraft der dem Hof zugeteilten Zuständigkeit kann er auf zweierlei Art mit einer Sache befasst werden, und zwar entweder vom Ministerrat beziehungsweise von der Exekutive einer Gemeinschaft oder Region — der Hof ist dann zur Nichtigkeitsklärung befugt (Artikel 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983) — oder von einem Gericht — der Hof entscheidet dann präjudiziell (Artikel 15 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983).

In der vorliegenden Sache hat der Hof sich in einer vom Vorsitzenden der Flämischen Exekutive unterzeichneten Klage auszusprechen. Der Hof muss also auf Grund von Artikel 1 § 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983 entscheiden und ist zur Nichtigkeitsklärung befugt.

Bezüglich des Mittels

5.A.1. Die Flämische Exekutive führt folgendes Mittel an: « Das Dekret des Französischen Gemeinschaftsrates vom 30. Juni 1982 ... findet nicht nur Anwendung auf Personen, die im französischen Sprachgebiet ansässig sind oder dort ihren Gesellschaftssitz oder einen Betriebssitz haben oder Personal im französischen Sprachgebiet beschäftigen, sondern auf all diejenigen, die französischsprachiges Personal beschäftigen, ohne weiteres, insbesondere ohne

dass bei letztgenannter Anwendungsmöglichkeit ein Zusammenhang mit dem französischen Sprachgebiet erforderlich ist. Dadurch ist das Dekret vom 30. Juni 1982 auf alle Arbeitgeber anwendbar, wo sie auch ansässig sind beziehungsweise einen Betriebssitz haben, sobald sie französischsprachiges Personal beschäftigen, egal wo; also auch im niederländischen und deutschen Sprachgebiet, im zweisprachigen Gebiet Brüssel-Hauptstadt sowie in den Sprachgrenz- und Rändgemeinden.

Aus diesem sehr ausgedehnten territorialen Anwendungsbereich — der zu einem personellen Anwendungsbereich geworden ist — des Dekrets vom 30. Juni 1982 ist zu schliessen, dass der Französische Gemeinschaftsrat die ihm durch Artikel 59bis § 4 Absatz 2 der Verfassung zugeleitete Zuständigkeit verletzt hat und das Dekret von dieser Zuständigkeitsüberschreitung betroffen ist ».

5.A.2. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft legt in ihrem Schriftsatz dar, dass der Ausdruck « Gesetzeskraft besitzen in » nicht im wörtlichen Sinne aufzufassen sei. Die Verfassung räume den Gemeinschaften keine Territorien ein. Die Gewährung dekretaler Zuständigkeiten für ein bestimmtes Sprachgebiet habe nur insofern Bedeutung, als ein Sprachgebiet ein Gebiet sei, in dem Menschen wohnten, die dieselbe Sprache sprächen. Die Gemeinschaften seien zuständig für eine Gesamtheit von Personen, die eine bestimmte Sprache sprächen, und nicht für ein bestimmtes Territorium.

Ferner weist die Exekutive darauf hin, dass der Kassationshof sowie die Mehrheit der Rechtslehre — im Gegensatz zum Staatsrat — für ein offenes System der Zuständigkeitsverteilung optierten. Die Dekrete müssten zwar eine Bindung an das ein Sprachgebiet bildende Territorium haben, aber es seien verschiedene Anknüpfungsfaktoren möglich. Die Gemeinschaften hätten eine weitgehende Ermessensfreiheit bei der Bestimmung dieser Anknüpfungsfaktoren. Wenn die verschiedenen Dekretgeber unterschiedliche Anknüpfungsfaktoren benutzten, so könnten daraus Konflikte entstehen, ohne dass von einer Zuständigkeitsüberschreitung die Rede sei. Diese Auffassung habe im organisierenden Gesetz vom 28. Juni 1983 (Artikel 15, § 1b) sowie in der parlamentarischen Vorbereitung dieses Gesetzes ihre Bestätigung gefunden.

Da Konflikte, die sich aus dem Gebrauch von unterschiedlichen Anknüpfungsfaktoren ergäben, keine Zuständigkeitsüberschreitung ans Licht brächten, sei der Schiedsgerichtshof dem Schriftsatz zufolge unbefugt, im Rahmen einer Klage auf Nichtigerklärung darüber zu befinden. Eine Norm könne nur dann für nichtig erklärt werden, wenn sie von einer Zuständigkeitsüberschreitung betroffen sei, was hier nicht der Fall sei.

Die Zugehörigkeit zu einer bestimmten Sprachgemeinschaft sei ein wesentliches Element bei der Bestimmung des Gemeinschaftsbegriffes. Nur weil es eine Vermutung gebe, dass die Einwohner eines bestimmten Sprachgebietes die dort vorherrschende Sprache sprächen, sei eine Gemeinschaft für dieses Sprachgebiet zuständig geworden.

Die durch Artikel 59bis der Verfassung zugewiesenen Zuständigkeiten bezögen sich auf persönliche Eigenschaften und beruhten, insbesondere auf der Zugehörigkeit zu einer bestimmten Kultur- und Sprachgemeinschaft. Die von einer bestimmten Person gesprochene Sprache sei entscheidend bei der Beantwortung der Frage, wer ihr gegenüber befugt sei. Das territoriale Kriterium sei nur ein zusätzliches Kriterium, um die Rechtssubjekte einer Gemeinschaft zu bezeichnen.

Im internationalen Privatrecht könnten die zum Personalstatut gehörenden Regeln den Polizei- und Sicherheitsgesetzen nicht entgegengehalten werden. Dies bedeute jedoch nicht, dass die zum Personalstatut gehörenden Regeln von einer Zuständigkeitsüberschreitung betroffen wären.

Einem analogen Gedankengang könne bezüglich der interlokalen Konflikte gefolgt werden. Zwar werde der Schiedsgerichtshof Konfliktregeln ausarbeiten müssen, um in solchen Situationen den Konflikt lösen zu können, doch im Rahmen einer Klage auf Nichtigerklärung sei dies unmöglich. Es gebe nämlich keine Zuständigkeitsüberschreitung, weil das Kriterium « Beschäftigung französischsprachiger Arbeitnehmer » der verfassungsmässigen Zuständigkeitszuweisung voll entspreche.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft konkludiert, dass der Hof unbefugt sei, im Rahmen einer Klage auf Nichtigerklärung über diese Sache zu befinden.

5.A.3. Die Exekutive der Wallonischen Region schliesst sich in ihrem Schriftsatz den Bemerkungen und Schlussfolgerungen an, die in dem von der Exekutive der Französischen Gemeinschaft eingereichten Schriftsatz enthalten sind.

5.B.1. Gegenstand des angefochtenen Dekrets ist die Regelung des Sprachgebrauchs im Arbeitsverhältnis zwischen den Arbeitgebern und deren Personal sowie in den durch die Gesetze und Verordnungen vorgeschriebenen Akten und Schriftstücken der Unternehmen.

Artikel 59bis § 3 3^o der Verfassung ist die Grundlage der materiellen Zuständigkeit des einschlägigen Dekretgebers.

Artikel 59bis § 4 Absatz 2 der Verfassung bestimmt: « die gemäss § 3 verabschiedeten Dekrete besitzen Gesetzeskraft im niederländischen beziehungsweise französischen Sprachgebiet, abgesehen von: den Gemeinden oder Gruppierungen von Gemeinden, die an ein anderes Sprachgebiet grenzen und in denen das Gesetz den Gebrauch einer anderen Sprache als derjenigen des Gebietes, in dem sie gelegen sind, vorschreibt oder erlaubt; ... ».

Diese Verfassungsbestimmungen haben eine exklusive territoriale Zuständigkeitsverteilung zustande gebracht. Ein derartiges System setzt voraus, dass der Gegenstand jeder von einem Gemeinschafts-Dekretgeber verabschiedeten Norm in jenem Gebiet, für das er zuständig ist, lokalisiert werden kann, so dass jedes konkrete Verhältnis und jede Lage von nur einem einzigen Dekretgeber geregelt wird.

Unter Berücksichtigung der Verfassungsbestimmungen können die Gemeinschaftsräte das Kriterium beziehungsweise die Kriterien bestimmen, gemäss denen der Gegenstand der von ihnen erlassenen Normen ihrer Ansicht nach innerhalb ihres Zuständigkeitsbereichs lokalisiert ist. Die gewählten Kriterien unterliegen jedoch der Kontrolle des Hofes, dessen Aufgabe es ist, darauf zu achten, dass die Gemeinschaftsräte weder ihre materielle, noch ihre territoriale Zuständigkeit überschreiten.

Diese Verfassungsmässigkeitsprüfung soll an erster Stelle von jenen Bestimmungen ausgehen, welche die materielle Zuständigkeit zuweisen und die Elemente enthalten, auf Grund derer die Gültigkeit der Kriterien beurteilt werden kann; eine Einsicht in den Gegenstand, die Art und eventuell den Zweck der zugewiesenen materiellen Zuständigkeit ist erforderlich, um sich über die Lokalisierung des Gegenstands einer erlassenen Norm innerhalb des von der Verfassung zugewiesenen territorialen Zuständigkeitsbereichs ein entsprechendes Urteil zu bilden.

Angewandt auf den durch das angefochtene Dekret geregelten Gegenstand, bedeutet es, dass die Bestimmungen von § 3 3^o und von § 4 Absatz 2 des Artikels 59bis der Verfassung bei der Beurteilung der Verfassungsmässigkeit der durch das Dekret festgelegten Lokalisierungskriterien unlöslich miteinander verbunden sind.

Um der Verfassungsvorschrift zu entsprechen, müssen die Kriterien es ermöglichen, sowohl den Ort zu bestimmen, an dem sich das Arbeitsverhältnis zwischen dem Arbeitgeber und seinem Personal hauptsächlich abwickelt, als diesen Ort in den ausschliesslichen Rahmen des territorialen Zuständigkeitsbereichs des Dekretgebers zu bringen.

5.B.2. Das durch das angefochtene Dekret festgelegte Kriterium « employant ou occupant des travailleurs d'expression française », deren Nichtigerklärung beantragt wird, lokalisiert in keinerlei Hinsicht das durch Artikel 59bis § 3 3^o der Verfassung bezeichnete Arbeitsverhältnis zwischen Arbeitgeber und deren Personal und die gesetzlich vorgeschriebenen Akten und Schriftstücke der Unternehmen. Dieses Kriterium kann der Verfassungsmässigkeitsprüfung somit nicht standhalten.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt die am 20. September 1982 von der Flämischen Exekutive eingereichte Klage betreffend das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 30. Juni 1982 « relatif à la protection de la liberté de l'emploi des langues et de l'usage de la langue française en matière de relations sociales entre les employeurs et leur personnel ainsi que d'actes et documents des entreprises imposés par la loi et les règlements » (« zum Schutz der Freiheit des Sprachgebrauchs und der Verwendung der französischen Sprache im Arbeitsverhältnis zwischen den Arbeitgebern und deren Personal sowie in den durch die Gesetze und Verordnungen auferlegten Akten und Dokumenten der Unternehmen ») für zulässig;

erklärt für Recht:

besagte Klage ist eine Klage auf Nichtigerklärung kraft der Artikel 110 und 1 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983;

erklärt für nichtig:

in Artikel 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 30. Juni 1982 die Wörter « ou des travailleurs d'expression française » (« oder Arbeitnehmer, die sich in französischer Sprache ausdrücken »).

So ausgesprochen in niederländischer, französischer und deutscher Sprache gemäss Artikel 55 des organisierenden Gesetzes vom 28. Juni 1983, in der öffentlichen Sitzung vom 30. Januar 1986.

Der Kanzler,
Lucien Potoms.

Der Vorsitzende,
Jan Delva.